



Extrait

&#12501;&#12521;&#12531;&#8226;&#12497;&#12523;&#12524;&#12288;Franc-Parler  
<http://franc-parler.jp/spip.php?article15>

du

# Les 18 et 19 brumaire an VIII (9-10 novembre 1799). Bi-centenaire d'un coup d'État réussi.

- Interviews

Date de mise en ligne : æœ^æ>œæ—¥ 1999t3 1å

---

Copyright ©

&#12501;&#12521;&#12531;&#8226;&#12497;&#12523;&#12524;&#12288;F

ranc-Parler - Tous droits réservés

---

**Les 18 et 19 brumaire an VIII (9-10 novembre 1799). Bi-centenaire d'un coup d'État réussi.**

Si l'on ne peut aujourd'hui rien apporter de nouveau sur la fin tragi-comique du régime (républicain) directorial, on peut néanmoins chercher à comprendre les raisons véritables du succès d'un coup d'État, dont l'issue resta longtemps incertaine, et dont le dénouement «par la force des baïonnettes» soulagea les principaux organisateurs, justifiant ainsi après coup leur entreprise, qui eût pu les mener au peloton d'exécution en cas d'échec.

Quatre raisons principales expliquent la réussite de ce qui n'est qu'une énième opération anti-constitutionnelle et anti-parlementaire depuis la première constitution française, mise en place en septembre 1791.

1. la faiblesse congénitale de la constitution dite de l'an III (votée à l'automne 1795): la commission constitutionnelle, élue par la Convention thermidorienne deux jours après l'émeute parisienne du 12 germinal III (1er avril 1795), entend rendre impossible l'application de la constitution montagnarde (et démocratique) de juin 1793, justement réclamée par les émeutiers, et bâcle en trois mois «une constitution sage et forte», qui garantisse à la fois «l'égalité civile et la propriété du riche», en réservant le droit de vote aux contribuables-propriétaires de plus de 21 ans, sachant lire et écrire. Les «professions mécaniques» (artisans et agriculteurs) n'auront le droit de vote qu'au bout de sept ans. Bref, d'emblée, le nouveau régime se prive de tout soutien populaire, et notamment des couches politisées urbaines, où s'étaient recrutés les sans-culottes.

2. la répétition des coups de force: à la suite de l'insurrection des bataillons de la Garde nationale des beaux quartiers de Paris, une loi prive de toute fonction publique quiconque proposerait par oral ou par écrit «des mesures séditeuses». Les Thermidoriens, avec Barras à leur tête, ne peuvent cependant empêcher, quelques jours plus tard, l'organisation des élections partielles d'avril 1797, qui se soldent par une sévère défaite des sortants. L'élection de bureaux entièrement royalistes à la tête des deux Conseils amènent Barras à rechercher l'appui de l'armée: Bonaparte, général en chef en Italie, envoie son divisionnaire Augereau, bientôt nommé commandant militaire de la place de Paris. Barras prend de vitesse les députés, qui veulent enquêter sur «la dilapidation des fonds publics», en faisant arrêter, dans la nuit du 17 au 18 fructidor, deux de ses collègues et en soumettant la presse à la censure.

Dans un style déjà très napoléonien, le commandant militaire de Paris interdit, par affiche, tout rassemblement sur la voie publique et invite la population «à rester en paix dans (ses) demeures». Dans ces conditions, les Conseils, votent le lendemain (5 septembre 1797) l'annulation des élections dans 53 départements, l'exclusion des nobles et des parents d'émigrés de toute fonction officielle, la déportation des directeurs démis et des députés trop ouvertement royalistes, la soumission des prêtres à un serment «de haine contre la royauté». Après avoir remplacé les directeurs démis, ils votent une «Adresse aux Français» pour dénoncer «la conspiration, toujours dévoilée et jamais détruite», qu'ils viennent de déjouer.

3. le retour inattendu de Bonaparte: le général en chef de l'expédition d'Égypte, informé de la dégradation de la situation militaire en Italie, décide de sa propre initiative de rentrer en France, en emmenant ses plus fidèles lieutenants. Son retour est salué d'applaudissements et d'éloges aux Anciens. Les difficultés de l'heure sont nombreuses: aggravation du déficit budgétaire, médiocres résultats de l'emprunt forcé dont les modalités entraînent le mécontentement des milieux d'affaires. Cette conjoncture déprimée explique le soutien «spontané» de certains banquiers au directeur Sieyès dont on sait la volonté de renforcer l'exécutif.

Bonaparte à Paris, se tient volontairement en retrait de la vie publique, mais Joséphine joue à merveille son rôle de maîtresse de maison en accueillant libéralement les officiers de la garnison de Paris et les collègues de son mari à l'Institut. Le 12 brumaire, paraît (opportunément?) une brochure, intitulée Aspect de la France, qui constate le faillite de la Constitution. On y affirme notamment 'la nécessité de gouvernement militaire pour

accélérer la paix', qui semble en effet universellement souhaitée.

4. une conjoncture exceptionnelle, ouverte par l'élection de Lucien Bonaparte à la présidence des Cinq-Cents pour le mois de brumaire. Vers le 7 brumaire, Talleyrand (ancien ministre des affaires Extérieures) et Roederer le mettent en rapport direct avec Sieyès qui lui précise ses projets de révision constitutionnelle: réunion des Conseils hors de Paris sous prétexte de complot contre-révolutionnaire, nomination par eux de trois consuls provisoires chargés de préparer une nouvelle constitution. Deux inconnues cependant dans ce schéma rationnel: l'attitude de Barras, inamovible directeur depuis 1795, et la réaction des jacobins parisiens. Talleyrand, diplomate retors et Fouché (ministre de la Police) obtiennent de lui, le 18 brumaire au matin, sa lettre de démission. Dans la nuit, Bonaparte convoque chez lui tous les principaux chefs militaires de la capitale, fait déployer à l'aube des troupes autour des Tuileries et fait convoquer individuellement les Anciens pour une séance matinale qui a pour but, de transférer les Conseils à St Cloud pour le lendemain à midi. Sitôt le décret voté, dont l'exécution lui est confiée, il le modifie de sa main pour s'attribuer le commandement militaire de toutes les forces de la capitale, et l'annonce aussitôt aux officiers rassemblés chez lui. Sont alors placardées sur les murs de Paris des affiches annonçant les mesures 'destinées à sauver la République'. La première partie du plan a réussi. La Bourse y réagit favorablement, puisque la rente d'État y gagne d'un coup 13%. Mais la seconde journée était assurément plus difficile. Les Anciens, avertis successivement de la démission de Barras, puis de Sieyès et Ducos, entament alors la procédure de leur remplacement. Bonaparte prend l'initiative d'entrer dans la salle des séances, et y provoque un tel tollé qu'il craint pour sa vie, et sort pâle. On sait que Murat décide alors de faire entrer ses grenadiers dans la salle. Le schéma parlementaire se transforme en pronunciamiento. Sieyès réunit le soir les quelques députés qui n'ont pas fui St Cloud pour leur faire voter la création des consuls provisoires.

En proclamant la fin de la Révolution, Bonaparte annonçait le retour à la stabilité institutionnelle et monétaire, à la paix intérieure et extérieure, tant attendues. La ratification plébiscitaire manifesta le ralliement massif au nouveau régime, qui éloignait définitivement le rétablissement non seulement de l'Ancien Régime, mais aussi de la dictature égalitaire des jacobins.

Mars 1999

Serge Chassagne, professeur à l'université Lyon II